

undefined - mercredi 18 mai 2022

LE FAIT DU JOUR

SOCIÉTÉ

Comment réduire le coût du permis de conduire ?

Pierre CHARLES



Déjà utilisé dans plusieurs auto-écoles en France, le simulateur de conduite devrait se généraliser pour abaisser le coût moyen du permis de conduire. Photo Sipa /SYSPEO

Facteur d'autonomie et d'insertion dans l'emploi, le permis de conduire coûte très cher (1 800 euros en moyenne). Pour alléger la facture, une note de l'Institut Montaigne, dévoilée ce mercredi, propose de créer une redevance et de développer l'apprentissage en boîte automatique et sur simulateur.

C'est un passage presque obligé de la vie. Le permis de conduire (de catégorie B) est détenu par deux Français sur trois. Et en ces temps d'inflation, où la question du prix revient partout et tout le temps, le coût de ce précieux sésame, déterminant pour l'autonomie et l'insertion professionnel des jeunes, en particulier hors des villes, se pose.

L'Institut Montaigne, think tank d'orientation libérale, publie ce mercredi une note dans laquelle il émet plusieurs propositions pour abaisser le prix du permis, qui est de 1 800 euros en moyenne dans l'Hexagone (dans la moyenne européenne), mais qui peut dépasser allégrement les 2 000 euros dans les zones les plus sous tension.

• Des délais de passage trop longs qui plombent le coût

« La cible prioritaire, ce sont les 15 % de jeunes qui n'ont pas leur permis et qui ne bénéficient

pas du soutien financier de leurs parents », explique Baptiste Larseneur, chargé d'études à l'Institut Montaigne. Selon lui, la cause principale du coût parfois très élevé du permis est le délai de passage de l'examen. « On estime qu'un mois d'attente entre la fin de l'apprentissage et l'examen représente un surcoût de 200 euros pour le candidat », indique-t-il.

En effet, les jeunes doivent souvent prendre des leçons de conduite supplémentaires pour ne pas perdre la main durant cet intervalle. Le think tank propose donc d'élargir le vivier d'agents publics examinateurs, qui sont environ 1 200 en France, pour ouvrir plus de créneaux. Ainsi, des gendarmes, policiers, pompiers ou même postiers pourraient suivre une formation pour être détachés, en fonction des besoins et contre rémunération, à l'examen du permis B. Pascal Lorne, fondateur de Gojob, agence d'intérim digitale et partenaire de l'enquête de l'Institut Montaigne, va plus loin : « Il faut casser le *numerus clausus* des examinateurs publics. Ils ne sont pas à l'écoute et sont là pour briser. C'est une caste au sein d'un système coercitif. » La note ne va pas jusqu'à prôner la privatisation de l'examen, comme c'est le cas pour le Code de la route. « Il y aurait un vrai risque de qualité et de fraude », justifie Baptiste Larseneur.

• Une redevance de 50 euros ?

Pour financer la formation et le paiement de ces nouveaux agents, l'institut soumet l'idée d'une redevance de 50 euros payée par tous les candidats au moment de passer le permis. « Cela peut paraître contre intuitif de faire payer alors que l'objectif est de réduire le prix, anticipe le chargé d'études. Mais le coût causé par le délai d'attente est bien supérieur aux 50 euros que l'on introduit. »

Ce dispositif n'est pas nouveau. Il existait jusqu'à la fin des années 1990. C'était le timbre fiscal, supprimé par le gouvernement de Lionel Jospin. Pas sûr que l'idée ne soit reprise, alors qu'Emmanuel Macron s'apprête à supprimer la redevance sur l'audiovisuel public.

Toujours dans une optique de libéralisation, le groupe de réflexion estime qu'il faudrait rendre « plus transparent » le taux de réussite des auto-écoles pour que la concurrence ne se fasse pas uniquement sur le prix.

Enfin, l'Institut Montaigne juge nécessaire de développer l'apprentissage avec des voitures automatiques et sur simulateur. « Le permis sur boîte automatique est mal connu, dicit Baptiste Larseneur. Pourtant, il permet de réduire de 40 % le coût de la formation, pour un permis à 700 euros environ. » Débarrassé de l'embrayage et du levier de vitesse, l'apprentissage est bien plus rapide et donc moins cher. Depuis 2017, les titulaires du permis B limité aux véhicules automatique peuvent d'ailleurs conduire un véhicule en boîte manuelle à condition de suivre une formation de 7 heures.

undefined - mercredi 18 mai 2022

LE FAIT DU JOUR

Le boom des auto-écoles 2.0

Elles tissent leur toile depuis plusieurs années. Les auto-écoles en ligne grignotent chaque année de plus en plus de parts de marché aux écoles conventionnelles pour amener jusqu'à l'examen du permis de conduire. Selon le sondage Harris interactive de l'Institut Montaigne, seule une moitié des répondants indiquent en effet avoir suivi une formation classique en auto-école, davantage chez les plus âgés, tandis que les plus jeunes suivent plutôt une formation en ligne avec de la conduite accompagnée ou supervisée. Ainsi, ils sont 71 % à avoir utilisé les services d'une auto-école en ligne pour passer le code (78 % chez les 20-21 ans) et 56 % à avoir réservé leurs leçons de conduite par internet. Les hommes semblent plus adeptes de ces pratiques dématérialisées puisqu'ils sont 81 % à avoir passé le code en ligne, contre 37 % des femmes.

undefined - mercredi 18 mai 2022

LE FAIT DU JOUR

En chiffres

- 1 million de personnes se sont présentées à l'examen du permis de conduire en 2020. Il s'agit du concours français qui compte le plus de candidats.
- 1 800 euros , c'est le coût moyen du permis de conduire français, selon une étude de l'UFC-Que Choisir de 2016.
- 59 % , c'est le taux de réussite à l'examen du permis de conduire, selon la Délégation à la sécurité routière.
- 800 000 personnes conduisent sans permis, en France, selon l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière de 2021.
- Selon un sondage Harris interactive de mars 2022, l'obtention du permis se fait avant 20 ans pour la plupart des Français interrogés (86 %). Une proportion qui monte à 92 % en zone rurale. 87 % d'entre eux ont pris moins de 35 heures de leçons de conduite.
- Plus de trois quarts des jeunes titulaires du permis de conduire déclarent posséder une voiture personnelle.

undefined - mercredi 18 mai 2022

LE FAIT DU JOUR

Toujours un sésame pour de nombreux jeunes



Les jeunes sont 85 % à juger le permis « déterminant » pour trouver un premier emploi. Photo Sipa /Frédéric DIDES

Le permis de conduire constitue toujours un précieux sésame en 2022. Dans un sondage Harris interactive pour l'Institut Montaigne (*), 85 % d'entre eux le juge « déterminant » pour trouver un premier emploi, au même titre que l'expérience professionnelle déjà engrangée, le choix du secteur d'activité et la valeur du diplôme. Et ce d'autant plus que l'on vit à l'écart des villes : le permis est précieux pour 89 % des jeunes Français en zone rurale, contre 76 % de leurs homologues parisiens.

• Facile le permis ?

Le permis est jugé indispensable pour l'ensemble des activités régulières, en particulier pour aller au travail (80 %), mais aussi pour partir en vacances (79 %) et faire des achats (78 %). Ils sont également 72 % à juger le permis important pour vaquer à ses activités de loisirs. Cependant, les jeunes interrogés n'ayant pas le permis de conduire jugent moins souvent ce dernier indispensable, quel que soit le type de déplacement envisagé. Parmi ceux qui n'ont pas leur permis de conduire, 81 % ont accès à une offre de transports en communs. Plus de la moitié déclarent qu'elle est suffisante.

Autre chiffre intéressant : une majorité de jeunes (68 %) jugent qu'obtenir son permis de conduire est facile, mais seuls 12 % affirment que c'est « très facile ». Dans le détail, les éléments pratiques (trouver une auto-école, le nombre d'heures de conduite) et les réussites aux examens (code, permis) sont perçus comme relativement faciles. A contrario, le coût et le financement sont identifiés comme les deux éléments les plus difficiles, avec seulement 31 % de mentions « facile ». D'ailleurs, la plupart des Français obtiennent le code et le permis du premier coup, soit 71 % pour le code et 64 % pour le permis. Bref, le permis a encore de beaux jours devant lui dans l'Hexagone.

(*) Sondage réalisé en ligne du 8 au 14 mars 2022 sur un échantillon de 1 010 Français âgés de 18 à 26 ans selon la méthode des quotas.

undefined - mercredi 18 mai 2022

LE FAIT DU JOUR

QUESTIONS À

« On ne peut pas faire n'importe quoi avec le permis »

Propos recueillis par P.C.



Photo Sipa /Isa HARSIN

Patrick Crespo Président du réseau d'auto-écoles CER (Centre d'éducation routière)

Pensez-vous, comme l'Institut Montaigne, qu'il faut élargir le vivier d'agents examinateurs du permis B, sans se tourner vers le privé ?

« Oui. Il y a une pénurie et il faut trouver des solutions. Ça ne me gêne pas que des gendarmes ou des postiers puissent remplir ce rôle. Mais il faut que ces agents soient bien formés. On ne peut pas faire n'importe quoi avec le permis de conduire, car il y a des vies en jeu. La privatisation, on sait que si on y va, on ne pourra plus revenir en arrière. On peut évoluer, mais se tourner vers le privé n'irait pas dans le bon sens. On a eu un bel exemple avec le code de la route. Depuis que l'examen se fait dans des centres privés [juin 2016, Ndlr], il y a eu des problèmes d'impartialité et d'honnêteté. »

Le développement du permis sur boîte automatique est-il une bonne solution pour

diminuer les coûts ?

« La boîte auto, on s'y dirige indéniablement car le marché augmente. Cela permet de décharger mentalement les jeunes des manipulations de la boîte manuelle et de se concentrer sur la route. Et ce n'est qu'après avoir appris la conduite sur boîte auto qu'ils peuvent choisir de passer sur une boîte manuelle. On inverse le fonctionnement initial en allant du plus facile au plus difficile. Ce qui rend l'apprentissage plus progressif, donc plus rapide et moins cher. »

Et le simulateur de conduite ?

« Près de 80 % de nos écoles en sont équipées. Cela se pratique dans l'aéronautique depuis longtemps. Nous avons été plus timides car les outils n'étaient pas bien adaptés à la conduite. Aujourd'hui c'est le cas et cela fonctionne très bien. »

Que pensez-vous de la proposition de l'Institut Montaigne de rendre plus transparents les taux de réussite pour que le prix ne soit pas le seul critère dans le choix de son auto-école ?

« C'est un vieux débat. Si on le fait, il ne faudra pas communiquer uniquement sur le taux de réussite. Il faut mettre le nombre d'heures de leçons en face. Sinon, pour améliorer leur taux de réussite, les écoles vont mécaniquement augmenter le nombre d'heures. Ce qui ne fera qu'augmenter le prix du permis. D'autant que la réussite n'est pas le seul critère des jeunes aujourd'hui. Ils regardent si l'auto-école est bien dans son ensemble. S'ils seront accompagnés jusqu'à l'obtention, même s'ils ratent l'examen une ou plusieurs fois. »

Quelles autres solutions existent ?

« Il faut travailler autrement. Par exemple, prendre plusieurs élèves par voiture. À l'arrière, celui qui ne conduit pas est en écoute et en observation actives. Il apprend. C'est ce que nous appelons la "conduite duo" et cela permet de réduire le volume d'heures de leçons. Comment voulez-vous que la formule classique un élève, un moniteur, une voiture ne soit pas chère. Il n'y a que pour le permis de conduire qu'il y a autant de moyens pour un seul apprenant. C'est assez aberrant. »